

**ANFH - ASSOCIATION NATIONALE POUR LA
FORMATION PERMANENTE DU PERSONNEL
HOSPITALIER**

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

265, rue de Charenton
75012 PARIS

Assemblée générale du 19 juin 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024



Tel: +33 (0)1 69 11 85 40
Fax: +33 (0)1 64 57 80 72
www.bdo.fr

4, allée de Londres
Zone d'activité de Courtabœuf
91140 VILLEJUST
FRANCE

ANFH - ASSOCIATION NATIONALE POUR LA FORMATION PERMANENTE DU PERSONNEL HOSPITALIER

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

À l'assemblée générale de l'ANFH - Association Nationale pour la Formation permanente du personnel Hospitalier,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ANFH - Association Nationale pour la Formation permanente du personnel Hospitalier relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les décisions prises par les instances paritaires sur les règles de gestion des fonds de la formation ayant un impact comptable et présentées dans l'annexe des comptes annuels à la note « 3.4 Règles de rattachement des dépenses et des engagements de formation ».

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les règles de présentation et de rattachement des dépenses et engagements de formation des différents dispositifs telles que décrites dans les paragraphes « 3.4 Règles de rattachement des dépenses et des engagements de formation » et « 5.1 Engagements hors bilan - Accords pour la réalisation des formations (ARF) » de l'Annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'organisme ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES

ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Villejust, le 6 juin 2025,

SAS BDO IDF
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Représentée par :

Romain LUSSIANA

Signé par Romain LUSSIANA
Le 06/06/2025

ID: tx_DYQVLd7Mg8zx

Signed with
Universign

Béatrice LAROCHE

Signé par Beatrice Laroche
Le 06/06/2025

ID: tx_DYQVLd7Mg8zx



Sommaire

BILAN	2
ACTIF	2
PASSIF	3
COMPTE DE RESULTAT	4
<i>COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024 (EN €EUROS)</i>	4
ANNEXE DES COMPTES ANNUELS	5
1. ACTIVITES DE L'ENTITE	5
1.1. Objet social	5
1.2. Nature et périmètre des activités	5
1.3. Moyens mis en œuvre	5
2. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE	6
3. REGLES ET METHODES COMPTABLES	7
3.1. Principes généraux	7
3.2. Comptabilisation par l'ANFH de la collecte	7
3.3. Comptabilisation par l'ANFH des conventions de financement	8
3.4. Règles de rattachement des dépenses et des engagements de formation	9
3.5. Immobilisations et amortissements	10
a) Immobilisations incorporelles, corporelles et financières	10
b) Amortissements	10
3.6. Créances et dettes	11
3.7. Disponibilités et placements	11
3.8. Produits à recevoir	11
3.9. Charges constatées d'avance	11
4. DETAIL DES COMPTES	12
4.1. Notes sur le bilan actif	12
4.2. Notes sur le bilan passif	15
4.3. Notes sur le compte de résultat	17
4.4. Suivi de l'effectif annuel	18
5. ELEMENTS HORS BILAN	19
5.1. Engagements hors bilan	19
5.2. Autres informations	20
ETATS FINANCIERS	21

BILAN

ACTIF

Bilan avant affectation au 31 décembre 2024 (en Euros)

ACTIF	PLAN/ESAT			FMEP	CFP	DPCM	TOTAL 2024 AVANT RETR.	TOTAL 2024 APRES RETR.	TOTAL 2023 APRES RETR.
	Brut	AMTS. & Provisions	Net						
Actif immobilisé									
- Immobilisations incorporelles									
Concessions brevets licences	7 661 581,80	7 275 904,61	385 677,19				385 677,19	385 677,19	430 957,44
Sous-Total	7 661 581,80	7 275 904,61	385 677,19				385 677,19	385 677,19	430 957,44
- Immobilisations corporelles									
Terrains	5 985 689,58		5 985 689,58				5 985 689,58	5 985 689,58	5 985 689,58
Constructions	40 976 944,04	22 158 541,83	18 818 402,21				18 818 402,21	18 818 402,21	19 842 464,35
Autres immobilisations	9 619 390,74	7 781 182,90	1 838 207,84				1 838 207,84	1 838 207,84	1 517 479,90
Immobilisations en cours	248 543,16		248 543,16				248 543,16	248 543,16	78 359,04
Sous-total	56 830 567,52	29 939 724,73	26 890 842,79				26 890 842,79	26 890 842,79	27 423 992,87
- Immobilisations financières									
Prêts, Dépôts et Cautionnements	1 143 511,88		1 143 511,88				1 143 511,88	1 143 511,88	1 092 232,70
Sous-total	1 143 511,88		1 143 511,88				1 143 511,88	1 143 511,88	1 092 232,70
Total Actif immobilisé	65 635 661,20	37 215 629,34	28 420 031,86	0,00	0,00	0,00	28 420 031,86	28 420 031,86	28 947 183,01
Actif Circulant									
Adhérents et comptes rattachés	33 045 345,33		33 045 345,33	18 177 103,40	3 810 378,14	1 499 682,68	56 532 509,55	56 532 509,55	58 701 656,37
Autres créances	12 391 571,47	38 725,06	12 352 846,41	8 672 675,68	295 115,00	188 402,04	21 509 039,13	21 509 039,13	28 658 243,82
Comptes de liaison	43 402 826,98		43 402 826,98		2 505 988,57		45 908 815,55		
Valeurs mobilières de placement	286 189 272,75		286 189 272,75	112 367 131,13	108 446 363,17	81 922 058,87	588 924 825,92	588 924 825,92	549 159 129,24
Disponibilités	105 902 450,43		105 902 450,43	21 865 539,94	16 725 831,05	3 770 329,31	148 264 150,73	148 264 150,73	164 531 449,50
Total Actif circulant	480 931 466,96	38 725,06	480 892 741,90	161 082 450,15	131 783 675,93	87 380 472,90	861 139 340,88	815 230 525,33	801 050 478,93
Compte de régularisation									
Charges constatées d'avance	610 266,17		610 266,17				610 266,17	610 266,17	531 377,31
Total Actif	547 177 394,33	37 254 354,40	509 923 039,93	161 082 450,15	131 783 675,93	87 380 472,90	890 169 638,91	844 260 823,36	830 529 039,25

La colonne « après retraitement » indique la position active et passive de l'association après élimination des comptes de liaison inter-dispositifs.

PASSIF

PASSIF	PLAN/ESAT	FMEP	CFP	DPCM	TOTAL 2024 AVANT RETR.	TOTAL 2024 APRES RETR.	TOTAL 2023 APRES RETR.
Fonds propres : fonds associatifs et réserves							
- Fonds associatifs							
Fonds d'investissement	3 485 893,19				3 485 893,19	3 485 893,19	3 485 893,19
Report à nouveau ARF	-68 854 247,61	1 763 546,05	43 518 294,07	725 838,11	-22 846 569,38	-22 846 569,38	-22 817 374,23
Report à nouveau				54 536 808,24	54 536 808,24	54 536 808,24	55 025 900,15
Report à nouveau ESAT	882 774,34				882 774,34	882 774,34	978 974,88
Résultat net de l'exercice	-337 960,08	-1 232 625,70	17 621 692,01	131 598,26	16 182 704,49	16 182 704,49	-614 487,60
Total Fonds propres	-64 823 540,16	530 920,35	61 139 986,08	55 394 244,61	52 241 610,88	52 241 610,88	36 058 906,39
Fonds dédiés							
Fonds dédiés	88 545,35				88 545,35	88 545,35	2 940 000,00
Ttotal Fonds dédiés	88 545,35	0,00	0,00	0,00	88 545,35	88 545,35	2 940 000,00
Provisions							
Provisions pour risques et charges	520 627,50		139 832,00		660 459,50	660 459,50	660 459,50
Provisions pour risques exceptionnelles	24 743,00				24 743,00	24 743,00	59 501,00
Total Provisions	545 370,50	0,00	139 832,00	0,00	685 202,50	685 202,50	719 960,50
Dettes							
Dettes auprès des établ. de crédit *							
Dettes fourn. et comptes rattachés	544 040 069,79	123 767 171,02	68 964 274,15	18 350 973,35	755 122 488,31	755 122 488,31	756 743 955,54
Dont Aide Exceptionnelle Apprentissage	3 871 454,65				3 871 454,65	3 871 454,65	8 760 000,00
Dont charges à payer ARF & EFF	226 162 756,91		39 073 526,89	6 684 246,15	271 920 529,95	271 920 529,95	274 847 653,98
Dettes fiscales et sociales	10 579 650,42	543 902,95	586 287,91	321 074,31	12 030 915,59	12 030 915,59	12 121 908,33
Dettes sur immobilisations	215 952,90				215 952,90	215 952,90	116 662,16
Autres dettes	4 083 205,40	2 662 138,69	881 442,64	24 473,22	7 651 259,95	7 651 259,95	8 055 308,99
Comptes de liaison		33 578 317,14		12 330 498,41	45 908 815,55		
Total Dettes	558 918 878,51	160 551 529,80	70 432 004,70	31 027 019,29	820 929 432,30	775 020 616,75	777 037 835,02
Comptes de régularisation							
Produits constatés d'avance	15 193 785,73		71 853,15	959 209,00	16 224 847,88	16 224 847,88	13 772 337,34
Total Passif	509 923 039,93	161 082 450,15	131 783 675,93	87 380 472,90	890 169 638,91	844 260 823,36	830 529 039,25

* soldes créditeurs des comptes de banques

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat au 31 décembre 2024 (en euros)

COMPTES	PLAN/ESAT	FMEP	CFP	DPCM	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Produits des collectes	770 952 523,86	242 343 558,39	80 781 600,72	32 560 522,55	1 126 638 205,52	1 081 411 200,26
Produits des collectes / ex. antérieurs	863 824,84	80 582,30	26 603,19	4 702,65	975 712,98	1 030 613,94
Contribution ANDPC				1 540 791,00	1 540 791,00	
Produits de subvention	7 875 104,75	4 067 863,41	159 897,87		12 102 866,03	22 416 003,59
Total 1 - Produits de formation	779 691 453,45	246 492 004,10	80 968 101,78	34 106 016,20	1 141 257 575,53	1 104 857 817,79
Charges de formation	744 458 604,14	236 615 522,22	59 620 198,86	34 609 714,49	1 075 304 039,71	1 037 923 463,00
Variation des charges de formation ARF & EFF	-7 061 540,08		3 353 798,51	780 617,54	-2 927 124,03	4 880 809,15
Charges de formation cofinancées	10 789 703,64	4 067 863,41	159 897,87		15 017 464,92	25 568 376,15
dont aide exceptionnelle apprentissage payée et à payer 2 851 455€						
dont report en Fonds dédiés 88 545€						
Actions de formations nationales	514 227,79				514 227,79	341 500,32
Frais de déplacement stagiaires	894 255,13				894 255,13	815 653,15
Charges de formation projet	425 096,49				425 096,49	372 235,73
Total 2 - Charges de formation	750 020 347,11	240 683 385,63	63 133 895,24	35 390 332,03	1 089 227 960,01	1 069 902 037,50
RESULTAT DE FORMATION	29 671 106,34	5 808 618,47	17 834 206,54	-1 284 315,83	52 029 615,52	34 955 780,29
Subventions fonctionnement	241 284,65				241 284,65	176 030,55
Autres produits	176 396,12	88 518,47	30 789,04		295 703,63	225 940,92
Total 3 - Produits de fonctionnement	417 680,77	88 518,47	30 789,04	0,00	536 988,28	401 971,47
Achat et autres charges ex.	17 397 009,03	2 328 409,42	809 881,42	3 018,40	20 538 318,27	17 663 435,29
Impôts et taxes	1 786 867,42	595 622,50	207 173,03		2 589 662,95	2 565 374,29
Salaires et appointements	11 156 307,87	4 058 107,63	1 411 515,70	1 018 015,00	17 643 946,20	17 672 076,74
Charges de sécurité sociale	4 833 030,10	1 612 986,23	560 778,26		7 006 794,59	6 724 293,90
Autres charges de personnel	1 653 029,46	549 039,75	187 975,54		2 390 044,75	2 290 533,56
Autres charges	97 509,69	25 170,16	8 754,84	800,00	132 234,69	7 043,02
Dotations aux amts. et provisions	1 395 264,86	465 088,19	161 769,81		2 022 122,86	2 117 217,70
Total 4 - Charges de fonctionnement	38 319 018,43	9 634 423,88	3 347 848,60	1 021 833,40	52 323 124,31	49 039 974,50
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	-37 901 337,66	-9 545 905,41	-3 317 059,56	-1 021 833,40	-51 786 136,03	-48 638 003,03
RESULTAT D'ACTIVITE	-8 230 231,32	-3 737 286,94	14 517 146,98	-2 306 149,23	243 479,49	-13 682 222,74
Revenus des placements	9 368 286,47	3 032 422,55	3 613 061,85	2 731 839,48	18 745 610,35	15 791 318,68
Produits de cession des VMP						
Autres produits financiers						
Total 5 - Produits financiers	9 368 286,47	3 032 422,55	3 613 061,85	2 731 839,48	18 745 610,35	15 791 318,68
Charges financières						7 416,40
Total 6 - Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 416,40
RESULTAT FINANCIER	9 368 286,47	3 032 422,55	3 613 061,85	2 731 839,48	18 745 610,35	15 783 902,28
RESULTAT COURANT	1 138 055,15	-704 864,39	18 130 208,83	425 690,25	18 989 089,84	2 101 679,54
Prod. except. de cessions d'elmts.						
Prod. except. reprise / prov.	34 758,00				34 758,00	
Prod. et tsfert. de charges excepts.	8 080,99	1 026,26	132,96		9 240,21	0,72
Total 7 - Produits exceptionnels	42 838,99	1 026,26	132,96	0,00	43 998,21	0,72
Valeur comptable des immo cédées	292,50				292,50	7 162,04
Provisions pour risques et charges						
Charges exceptionnelles diverses	22 859,50	6 756,97	2 333,72	669,45	32 619,64	166 077,63
Total 8 - Charges exceptionnelles	23 152,00	6 756,97	2 333,72	669,45	32 912,14	173 239,67
RESULTAT EXCEPTIONNEL	19 686,99	-5 730,71	-2 200,76	-669,45	11 086,07	-173 238,95
Impôts sur produits financiers	1 495 702,22	522 030,60	506 316,06	293 422,54	2 817 471,42	2 542 928,19
RESULTAT DE L'EXERCICE	-337 960,08	-1 232 625,70	17 621 692,01	131 598,26	16 182 704,49	-614 487,60

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

1. ACTIVITES DE L'ENTITE

1.1. Objet social

L'Association Nationale pour la Formation permanente du personnel Hospitalier (ANFH) a pour vocation de favoriser et d'améliorer la qualification professionnelle des personnels de la fonction publique hospitalière, ainsi que des médecins, odontologistes et pharmaciens exerçant leurs fonctions au sein des établissements publics de santé, sociaux et médico-sociaux.

1.2. Nature et périmètre des activités

L'ANFH est agréée par le ministère de la Santé pour collecter et gérer les fonds consacrés au financement :

- Du Plan de formation,
- Des Congés de Formation Professionnelle (CFP),
- Des études relatives à la promotion professionnelle (FMEP),
- Du Développement Professionnel Continu Médical (DPCM).

L'ANFH est également chargée par les ministères de la Santé et du Travail de collecter et mutualiser les fonds destinés à la formation professionnelle des travailleurs accueillis par les ESAT.

En complément de la gestion des fonds, l'ANFH propose à ses adhérents un ensemble de services pour les accompagner dans la gestion de la formation, des compétences et des métiers : outils informatiques (Gesform évolution et l'outil LaForMuLE), veille réglementaire, informations, offre de formation, outils méthodologiques et supports de communication.

1.3. Moyens mis en œuvre

L'ANFH assure la collecte, la gestion et la mutualisation des cotisations annuelles versées par les établissements hospitaliers et définit la procédure et les règles générales de prise en charge des dépenses afférentes aux plans de formation des établissements et à la promotion des actions de formation ou toute autre action ayant trait à la formation.

L'association, non lucrative, n'est pas assujettie à la TVA.

2. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

L'exercice clos le 31 décembre 2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31 décembre 2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan est de 844 261 K€.

Le total des produits de formation est de 1 141 258 K€.

Le résultat net comptable est un excédent de 16 183 K€.

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

3.1. Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément à la réglementation française en vigueur résultant du plan comptable général 2014-03 et du règlement 2018-06 de l'ANC.

Les comptes annuels ont été établis dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

**Image fidèle,
Comparabilité,
Continuité d'activité,
Régularité,
Sincérité,
Prudence,
Permanence des méthodes.**

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont détaillées dans les notes suivantes.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite "des coûts historiques". Plus particulièrement, les modes et méthodes d'évaluation, ci-après décrits, ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

La présente annexe ne porte que sur les informations significatives et les éléments chiffrés sont indiqués en milliers d'euros, sauf indication contraire.

3.2. Comptabilisation par l'ANFH de la collecte

Les versements des adhérents sont intégrés à la collecte à recevoir dès lors qu'il existe un engagement contractuel de versement par l'adhérent au 31 décembre 2024. A défaut, les versements sont comptabilisés lors de leur encaissement.

La méthode de rattachement des cotisations consiste, ainsi, à prendre en compte toutes les cotisations encaissées en 2024 et celles encaissées jusqu'au 31 janvier 2025 et relatives à des salaires et traitements versés en 2024.

Les cotisations comptabilisées sur l'exercice s'établissent à 1 127 614 K€, toutes activités confondues, dont 976 K€ au titre des exercices antérieurs.

3.3. Comptabilisation par l'ANFH des conventions de financement

Les conventions de financement (subventions) conclues entre l'ANFH et un organisme financeur prévoient l'attribution par l'organisme financeur d'une aide destinée à la réalisation par l'ANFH de l'opération de formation mentionnée dans la convention. L'aide notifiée par l'organisme financeur à l'ANFH est un montant maximum dont l'attribution dépend du montant des engagements d'actions de formation et de leur réalisation.

Le critère d'engagement en charges des actions de formation est une condition suspensive à l'attribution de l'aide. Cette condition suspensive est levée lors de la constatation par l'organisme financeur de l'engagement par l'ANFH des actions de formation selon les modalités prévues dans la convention de financement.

a) Aide exceptionnelle au recrutement d'apprentis

Une convention tripartite a été signée entre le ministère de la Santé, l'ANFH et le CHU de ROUEN pour le versement d'une aide exceptionnelle de 11,7 M€ pour l'aide au recrutement d'apprentis dans la fonction publique hospitalière (aide de 3 000 €uros par an et par contrat).

Les crédits ONDAM correspondant à l'aide exceptionnelle à l'apprentissage transitent par le CHU de ROUEN avant d'être reversés à l'ANFH en N+1 au regard des crédits engagés et payés au titre de l'exercice N.

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard, est comptabilisée au compte de passif "fonds dédiés" avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte "reports en fonds dédiés".

Au sens de l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 applicable aux associations, les tiers financeurs sont les autorités administratives, les donateurs, les testateurs, les mécènes, les personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Même si le CHU de ROUEN ne rentre pas dans cette définition de tiers financeur, l'allocataire des ressources étant le ministère de la Santé, le mécanisme des fonds dédiés a été mis en œuvre.

Par ailleurs, l'ANFH s'engageant sur la totalité de la durée des contrats, les futurs versements dédiés aux contrats pluriannuels sont comptabilisés en charges à payer.

Sur 2024, les charges relatives à l'aide exceptionnelle au recrutement d'apprentis dans la fonction publique hospitalière sont de 2,8 M€.

Un taux d'annulation, calculé sur la base des contrats suspendus sur les exercices 2023 et 2024, a été appliqué sur les versements futurs. Il est de 7,02 % au 31 décembre 2024.

Le report en fonds dédiés est de 89 K€. Il s'agit de ressources non consommées en raison de la qualification en cours de certains dossiers à la clôture 2024 et qui seront versés en 2025.

3.4. Règles de rattachement des dépenses et des engagements de formation

Charges à payer et règles de gestion

Les normes comptables imposées aux OPCO par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) et issues du règlement n° 2019-03 relatif à l'établissement des comptes annuels des organismes paritaires de la formation professionnelle ne concernent pas directement l'ANFH. Néanmoins, cette dernière a choisi d'en appliquer certains principes.

Charges à payer pour les Accords pour Réalisation de la Formation (ARF)

Pour rappel, les Accords pour Réalisation de la Formation (ARF) correspondent à des accords de prise en charge délivrés. Les ARF+1 concernent l'année N+1 et les ARF++ portent sur les années au-delà de l'année suivante.

La charge à payer ARF est constituée du solde créditeur existant à la clôture calculée selon les règles édictées ci-après.

a) PLAN - Plan de formation 83 %

La provision pour les enveloppes PLAN "Etablissement" est calculée sur les ARF+1 (dans la limite du solde comptable).

b) PLAN - Fonds de Qualification (FQ et CPF)

Le solde comptable est reportable dans la limite des ARF++.

La provision est calculée sur les ARF+1 (dans la limite du solde comptable).

c) PLAN "Régional" (4%)

Le solde comptable est reportable dans la limite des ARF++.

Les ARF+1 sont donc provisionnés dans la limite des soldes comptables.

Charges à payer pour Engagements à Financer de la Formation (EFF) - CFP : dettes à court terme

La charge à payer EFF afférente au dispositif CFP est calculée à partir des engagements postérieurs à la date d'arrêté. Il s'agit de formations pour lesquelles un accord de prise en charge a été donné par l'ANFH à un agent et qui seront réalisées au cours des exercices suivants.

La méthodologie d'évaluation des taux d'annulation a été revue pour se rapprocher de celle prévue dans le règlement ANC 2019-03 applicable aux OPCO. Ainsi, depuis 2020, la base retenue pour le calcul du taux d'annulation comprend tous les engagements initiaux, sur les trois derniers millésimes intégralement soldés (soit sur l'année 2024, les millésimes 2017, 2018 et 2019) en tenant compte des DENM et des annulations de DENM.

Sur la base de cette méthode d'estimation, le taux d'annulation au 31 décembre 2024 s'établit à 8,08 %.

3.5. Immobilisations et amortissements

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du Plan Comptable Général ANC 2014-03.

a) Immobilisations incorporelles, corporelles et financières

En application des règlements comptables, les immobilisations inscrites à l'actif du bilan sont :

- Identifiables,
- Porteuses d'avantages économiques futurs,
- Contrôlées par l'entité,
- Evaluées de façon fiable.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'apport.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition.

Tous les coûts, qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue. La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

b) Amortissements

La comptabilisation des amortissements est réalisée dans le respect du PCG ANC 2014-03 sur la définition des actifs amortissables et sur la notion de plan d'amortissement. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée prévisible d'utilisation réelle du bien et non plus sur les durées d'usage habituellement admises.

Les durées ainsi appliquées au sein de l'entité sont les suivantes :

- | | |
|---------------------------------|------------|
| - Logiciel et progiciel | 1 à 10 ans |
| - Constructions et composants | 1 à 58 ans |
| - Agencements des constructions | 2 à 13 ans |
| - Matériel de transport | 5 ans |
| - Matériel informatique | 2 à 21 ans |
| - Mobilier | 3 à 25 ans |

3.6. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Dans l'hypothèse où la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute comptabilisée, une dépréciation est constatée à due concurrence.

3.7. Disponibilités et placements

La valeur brute des participations et les valeurs mobilières de placement correspondent au coût d'achat, hors frais accessoires, de ces éléments. Si la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée à due concurrence.

Les liquidités disponibles en banque et en caisse figurent pour leur valeur nominale.

3.8. Produits à recevoir

Les produits à recevoir, inclus dans les postes d'actif circulant, représentent le montant des produits non encore facturés par l'organisme mais imputables à l'exercice.

3.9. Charges constatées d'avance

Toutes les charges constatées d'avance sont liées à l'exploitation.

4. DETAIL DES COMPTES

4.1. Notes sur le bilan actif

Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous (en K€) :

Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 498	164	-	7 662
TOTAL	7 498	164	-	7 662

Amortissements	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Autres postes d'immobilisations incorporelles	7 067	209		7 276
TOTAL	7 067	209	-	7 276

NET	431	- 45	-	386
------------	------------	-------------	----------	------------

Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Terrains	5 986	-	-	5 986
Batiment	1 863	12	-	1 875
Constructions :				
- Sur sol propre	35 668	106	1	35 772
- Sur sol d'autrui	-	-	-	-
- Install. générales, agenc., aménag.	3 211	124	5	3 330
Autres immobilisations corporelles :				
- Install. générales, agenc., aménag.	1 024	3	-	1 026
- Matériel de transport	-	-	-	-
- Matériel de bureau, informatique, mobilier	7 917	867	191	8 593
Immobilisations corporelles en cours	78	366	195	248
TOTAL	55 746	1 477	393	56 830

Amortissements	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Terrains	-	-	-	-
Bâtiments	173	31	-	203
Constructions :				
- Sur sol propre	17 962	1 144	1	19 105
- Sur sol d'autrui	-	-	-	-
- Install. générales, agenc., aménag.	2 765	91	5	2 851
Autres immobilisations corporelles :				
- Install. générales, agenc., aménag.	920	32	-	952
- Matériel de transport	-	-	-	-
- Matériel de bureau, informatique, mobilier	6 503	517	191	6 829
TOTAL	28 323	1 814	198	29 940

NET	27 424	- 338	196	26 891
------------	---------------	--------------	------------	---------------

Immobilisations financières

Immobilisations financières	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Prêts et autres immobilisations financières	1 092	77	26	1 144
TOTAL	1 092	77	26	1 144
Dépréciation dépôts et cautionnements	-			-
TOTAL après dépréciation	1 092	77	26	1 144

Créances

Etat des échéances des créances	Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Actif immobilisé :			
Prêts organismes collecteurs	1 053		1 053
Autres immobilisations financières	91		91
TOTAL	1 144	-	1 144
Actif circulant :			
Acomptes versés sur commandes	193	193	-
Créances adhérents et comptes rattachés	56 533	56 533	-
Autres créances	21 316	11 204	10 112
TOTAL	78 042	67 929	10 112
Comptes de régularisation :			
Charges constatées d'avance	610	610	-
TOTAL	610	610	-
TOTAL GENERAL	79 796	68 539	11 256

Les autres créances à plus d'un an sont constituées par des produits à recevoir des subventions.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances :	
Créances adhérents et comptes rattachés	56 529
Autres créances	10 230
Intérêts courus	2 207
TOTAL	68 966

Charges et produits constatés d'avance

Charges et produits constatés d'avance	Charges	Produits
Charges / produits d'exploitation	610	16 225
Charges / produits financiers		
Charges / produits exceptionnels		
TOTAL	610	16 225

Trésorerie

La trésorerie au 31 décembre 2024 se compose de la façon suivante :

	31/12/2024	
	Valeurs mobilières	Disponibilités
PLAN / ESAT	286 189	105 902
FMEP	112 367	21 866
CFP	108 446	16 726
DPCM	81 922	3 770
TOTAL	588 925	148 264

Les valeurs mobilières de placement sont constituées par des produits liquides et essentiellement sans risque.

4.2. Notes sur le bilan passif

Fonds propres

ANFH	A l'ouverture	Affectation	Résultat N	A la clôture
<i>Fonds et réserves :</i>				
Fonds d'investissement	3 486	-		3 486
Report à nouveau ARF	- 22 817	- 29		- 22 846
Report à nouveau	55 026	- 489		54 537
Report à nouveau ESAT	979	- 96		883
TOTAL	36 674	- 614	-	36 059
<i>Fonds propres :</i>				
Résultat exercice	- 614	614	16 183	16 183
TOTAL	36 059	0	16 183	52 242

Fonds dédiés

ANFH	Fonds à engager en début d'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur les ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
Aide exceptionnelle en faveur de l'apprentissage	2 940	2 851		89
TOTAL	2 940	2 851	-	89

Provisions

	Valeur début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Valeur fin d'exercice
Provisions pour risques et charges	660	-	-	660
Provisions pour risques exceptionnels	60	-	- 35	25
TOTAL	720	-	- 35	685

Les provisions totalisent 685 K€ lors de la clôture et se répartissent de la façon suivante :

- Provision au titre de la subvention CNSA 2007, PLAN et FMEP pour 660 K€,
- Provision au titre d'un litige salarial pour 25 K€.

Dettes

Echéances des dettes	Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Dettes :			
Emprunts et dettes auprès étab. de crédit	-	-	-
Dettes de formation et fournisseurs	479 331	479 331	
Dettes Aide Exceptionnelle Apprentissage	3 871	3 871	
Dettes ARF et EFF	271 921	271 921	
Dettes fiscales et sociales	12 031	12 031	
Dettes sur immobilisations	216	216	
Autres dettes	7 651	7 651	
TOTAL	775 020	775 020	-
Comptes de régularisation :			
Produits constatés d'avance	16 225	16 225	-
TOTAL	16 225	16 225	-
TOTAL GENERAL	791 245	791 245	-

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes :	
Adhérents	753 155
Dettes fiscales et sociales	8 219
Autres dettes	114
TOTAL	761 488

Charges à payer (ARF et EFF)

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
ARF PLAN "Etablissement"	153 036
ARF FQ&CPF	63 988
ARF 4%	9 138
EFF CFP	39 074
ARF DPCM	6 684
TOTAL	271 921

4.3. Notes sur le compte de résultat

Produits de la collecte

Les produits de l'ANFH sont constitués par la collecte des fonds consacrés à la formation professionnelle continue (FPC) au titre :

- Du plan de formation (PLAN), cotisation de 2,1 % de la masse salariale versée facultativement à l'ANFH pour 771 M€,
- Du Congé de Formation Professionnelle (CFP), du congé de validation des acquis de l'expérience (VAE), bilan de compétences (BC), cotisation obligatoire de 0,2 % de la masse salariale, pour 81 M€,
- Des études promotionnelles (FMEP), cotisation obligatoire de 0,6 % de la masse salariale, pour 242 M€,
- Des Etablissements ou Services d'Aide par le Travail (ESAT) versent leurs cotisations (4,8 %) en fonction de leur masse salariale de l'année N-1. Leur engagement est annuel pour 0,5 M€,
- Du Développement Professionnel Continu Médical (DPCM) (0,5 % pour les CHU et 0,75 % pour les autres établissements) – Cotisations sur la masse salariale du personnel médical pour 33 M€.

Produits de subventions

Les conventions de financement conclues entre l'ANFH et les organismes financeurs prévoient l'attribution par l'organisme financeur d'une aide destinée à la réalisation par l'ANFH d'opérations de formation.

Le critère de réalisation des actions de formation est une condition suspensive à l'attribution de ces aides. Cette condition suspensive est levée lors de la constatation par l'organisme financeur de l'engagement par l'ANFH de formation selon les modalités prévues dans la convention de financement.

Le produit des subventions est constaté sur la période dans la limite des engagements pris par l'ANFH.

Les produits de subvention sont constatés par l'ANFH dans la limite des coûts engagés.

Répartition des charges par activité

La répartition des charges par activité s'effectue selon la clé de répartition suivante et en respectant un plafonnement de 5,9 % de la collecte :

- PLAN 69 %,
- FMEP 23 %,
- CFP 8 %.

Les frais d'animation et les frais de GESFORM sont intégralement supportés par le PLAN.

Dans le cas du DPCM, les frais de gestion sont plafonnés à 3 % du montant de la collecte majoré de la contribution ANDPC consommée.

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est positif (11 K€). Il est principalement constitué comme suit :

	TOTAL
Produits exceptionnels	44
Dont :	
- Produits exceptionnels sur opérations de gestion	9
- Produits de cession des immobilisations	-
- Reprises de provisions exceptionnelles	35
Charges exceptionnelles	33
Dont :	
- Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	33
- Valeur comptable des éléments d'actif cédés	0
- Dotation aux provisions exceptionnelles	-

4.4. Suivi de l'effectif annuel

Catégories de salariés	31/12/2024	31/12/2023	Var.
Cadres	87	85	2%
Non cadres	291	291	0%
Effectif moyen de l'exercice	378	376	3%

5. ELEMENTS HORS BILAN

5.1. Engagements hors bilan

Indemnités de fin de carrière du personnel

L'article L. 123-13 du Code de commerce prescrit que soit indiqué dans l'annexe l'ensemble des engagements de retraite des membres du personnel.

L'ANFH a retenu le principe de communiquer le montant des indemnités de fin de carrière en annexe au titre des engagements hors bilan.

Au 31 décembre 2024, l'évaluation des indemnités de fin de carrière a été calculée selon la méthode dite "prospective des unités de crédit projetées" :

- Taux d'actualisation : 3,38 % (taux IBOXX au 31 décembre 2024),
- Hypothèse de départ à la retraite volontaire du salarié à l'âge de 64 ans,
- Taux moyen d'augmentation de 2 %,
- Taux de charges sociales patronales de 52,56 % pour les non-cadres et 63,36 % pour les cadres.

Le montant des droits qui seraient acquis au titre de l'indemnité de départ à la retraite, en tenant compte de probabilités de survie et de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite, s'élève à 1 492 K€.

Accords pour la réalisation des formations (ARF)

Les engagements relatifs aux accords pour la réalisation des formations se ventilent comme suit :

PLAN : répartition entre charges à payer et hors bilan des ARF au 31 décembre 2024 en K€ :

Répartition	ARF ++	Charges à payer	Hors Bilan
Total ARF PLAN	454 040	226 163	227 877
%	100,0%	49,8%	50,2%

DPCM : répartition entre charges à payer et hors bilan des ARF au 31 décembre 2024 en K€ :

Répartition	ARF ++	Charges à payer	Hors Bilan
Total ARF DPCM	7 762	6 684	1 078
%	100,0%	86,1%	13,9%

FMEP : répartition entre charges à payer et hors bilan des ARF au 31 décembre 2024 en K€ :

Répartition	ARF ++	Charges à payer	Hors Bilan
Total ARF FMEP	276 505	-	276 505
%	100,0%	0,0%	100,0%

Contribution volontaire en nature

L'ANFH ne bénéficie d'aucune contribution volontaire en nature.

5.2. Autres informations

Rémunération des dirigeants (Loi n° 2006-586 du 23 mai 2006)

L'information n'est pas communiquée car elle conduirait à indiquer une rémunération individuelle.

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Le montant des honoraires des Commissaires aux Comptes liés s'établit à 305 K€ TTC dont 172 K€ TTC liés à la mission légale et 134 K€ liés aux autres services.

ETATS FINANCIERS

Conformément au Règlement 2019-03, les états financiers sont présentés sous forme agrégée et par dispositif.

Au bilan, le total avant retraitement présente les comptes de liaison actifs et passifs par dispositif qui correspondent aux quotes-parts réparties entre les dispositifs. Ces derniers sont neutralisés dans la colonne après retraitement.

Bilan Actif

Bilan avant affectation au 31 décembre 2024 (en €uros)

ACTIF	PLAN/ESAT			FMEP	CFP	DPCM	TOTAL 2024 AVANT RETR.	TOTAL 2024 APRES RETR.	TOTAL 2023 APRES RETR.
	Brut	AMTS. & Provisions	Net						
Actif immobilisé									
- Immobilisations incorporelles									
Concessions brevets licences	7 661 581,80	7 275 904,61	385 677,19				385 677,19	385 677,19	430 957,44
Sous-Total	7 661 581,80	7 275 904,61	385 677,19				385 677,19	385 677,19	430 957,44
- Immobilisations corporelles									
Terrains	5 985 689,58		5 985 689,58				5 985 689,58	5 985 689,58	5 985 689,58
Constructions	40 976 944,04	22 158 541,83	18 818 402,21				18 818 402,21	18 818 402,21	19 842 464,35
Autres immobilisations	9 619 390,74	7 781 182,90	1 838 207,84				1 838 207,84	1 838 207,84	1 517 479,90
Immobilisations en cours	248 543,16		248 543,16				248 543,16	248 543,16	78 359,04
Sous-total	56 830 567,52	29 939 724,73	26 890 842,79				26 890 842,79	26 890 842,79	27 423 992,87
- Immobilisations financières									
Prêts, Dépôts et Cautionnements	1 143 511,88		1 143 511,88				1 143 511,88	1 143 511,88	1 092 232,70
Sous-total	1 143 511,88		1 143 511,88				1 143 511,88	1 143 511,88	1 092 232,70
Total Actif immobilisé	65 635 661,20	37 215 629,34	28 420 031,86	0,00	0,00	0,00	28 420 031,86	28 420 031,86	28 947 183,01
Actif Circulant									
Adhérents et comptes rattachés	33 045 345,33		33 045 345,33	18 177 103,40	3 810 378,14	1 499 682,68	56 532 509,55	56 532 509,55	58 701 656,37
Autres créances	12 391 571,47	38 725,06	12 352 846,41	8 672 675,68	295 115,00	188 402,04	21 509 039,13	21 509 039,13	28 658 243,82
Comptes de liaison	43 402 826,98		43 402 826,98		2 505 988,57		45 908 815,55		
Valeurs mobilières de placement	286 189 272,75		286 189 272,75	112 367 131,13	108 446 363,17	81 922 058,87	588 924 825,92	588 924 825,92	549 159 129,24
Disponibilités	105 902 450,43		105 902 450,43	21 865 539,94	16 725 831,05	3 770 329,31	148 264 150,73	148 264 150,73	164 531 449,50
Total Actif circulant	480 931 466,96	38 725,06	480 892 741,90	161 082 450,15	131 783 675,93	87 380 472,90	861 139 340,88	815 230 525,33	801 050 478,93
Compte de régularisation									
Charges constatées d'avance	610 266,17		610 266,17				610 266,17	610 266,17	531 377,31
Total Actif	547 177 394,33	37 254 354,40	509 923 039,93	161 082 450,15	131 783 675,93	87 380 472,90	890 169 638,91	844 260 823,36	830 529 039,25

Bilan Passif

PASSIF	PLAN/ESAT	FMEP	CFP	DPCM	TOTAL 2024 AVANT RETR.	TOTAL 2024 APRES RETR.	TOTAL 2023 APRES RETR.
Fonds propres : fonds associatifs et réserves							
- Fonds associatifs							
Fonds d'investissement	3 485 893,19				3 485 893,19	3 485 893,19	3 485 893,19
Report à nouveau ARF	-68 854 247,61	1 763 546,05	43 518 294,07	725 838,11	-22 846 569,38	-22 846 569,38	-22 817 374,23
Report à nouveau				54 536 808,24	54 536 808,24	54 536 808,24	55 025 900,15
Report à nouveau ESAT	882 774,34				882 774,34	882 774,34	978 974,88
Résultat net de l'exercice	-337 960,08	-1 232 625,70	17 621 692,01	131 598,26	16 182 704,49	16 182 704,49	-614 487,60
Total Fonds propres	-64 823 540,16	530 920,35	61 139 986,08	55 394 244,61	52 241 610,88	52 241 610,88	36 058 906,39
Fonds dédiés							
Fonds dédiés	88 545,35				88 545,35	88 545,35	2 940 000,00
Total Fonds dédiés	88 545,35	0,00	0,00	0,00	88 545,35	88 545,35	2 940 000,00
Provisions							
Provisions pour risques et charges	520 627,50		139 832,00		660 459,50	660 459,50	660 459,50
Provisions pour risques exceptionnelles	24 743,00				24 743,00	24 743,00	59 501,00
Total Provisions	545 370,50	0,00	139 832,00	0,00	685 202,50	685 202,50	719 960,50
Dettes							
Dettes auprès des établ. de crédit *							
Dettes fourn. et comptes rattachés	544 040 069,79	123 767 171,02	68 964 274,15	18 350 973,35	755 122 488,31	755 122 488,31	756 743 955,54
Dont Aide Exceptionnelle Apprentissage	3 871 454,85				3 871 454,85	3 871 454,85	8 760 000,00
Dont charges à payer ARF & EFF	228 182 756,91		39 073 528,89	8 684 248,15	271 920 528,95	271 920 528,95	274 847 653,98
Dettes fiscales et sociales	10 579 650,42	543 902,95	586 287,91	321 074,31	12 030 915,59	12 030 915,59	12 121 908,33
Dettes sur immobilisations	215 952,90				215 952,90	215 952,90	116 662,16
Autres dettes	4 083 205,40	2 662 138,69	881 442,64	24 473,22	7 651 259,95	7 651 259,95	8 055 308,99
Comptes de liaison		33 578 317,14		12 330 498,41	45 908 815,55		
Total Dettes	558 918 878,51	160 551 529,80	70 432 004,70	31 027 019,29	820 929 432,30	775 020 616,75	777 037 835,02
Comptes de régularisation							
Produits constatés d'avance	15 193 785,73		71 853,15	959 209,00	16 224 847,88	16 224 847,88	13 772 337,34
Total Passif	509 923 039,93	161 082 450,15	131 783 675,93	87 380 472,90	890 169 638,91	844 260 823,36	830 529 039,25

* soldes créditeurs des comptes de banques

Compte de résultat

Compte de résultat au 31 décembre 2024 (en Euros)

COMPTES	PLAN/ESAT	FMEP	CFP	DPCM	TOTAL 2024	TOTAL 2023
Produits des collectes	770 952 523,86	242 343 558,39	80 781 600,72	32 560 522,55	1 126 638 205,52	1 081 411 200,26
Produits des collectes / ex. antérieurs	863 824,84	80 582,30	26 603,19	4 702,65	975 712,98	1 030 613,94
Contribution ANDPC				1 540 791,00	1 540 791,00	
Produits de subvention	7 875 104,75	4 067 863,41	159 897,87		12 102 866,03	22 416 003,59
Total 1 - Produits de formation	779 691 453,45	246 492 004,10	80 968 101,78	34 106 016,20	1 141 257 575,53	1 104 857 817,79
Charges de formation	744 458 604,14	236 615 522,22	59 620 198,86	34 609 714,49	1 075 304 039,71	1 037 923 463,00
Variation des charges de formation ARF & EFF	-7 061 540,08		3 353 798,51	780 617,54	-2 927 124,03	4 880 809,15
Charges de formation cofinancées	10 789 703,64	4 067 863,41	159 897,87		15 017 464,92	25 568 376,15
dont aide exceptionnelle apprentissage payée et à payer 2 851 455€						
dont report en Fonds dédiés 88 545€						
Actions de formations nationales	514 227,79				514 227,79	341 500,32
Frais de déplacement stagiaires	894 255,13				894 255,13	815 653,15
Charges de formation projet	425 096,49				425 096,49	372 235,73
Total 2 - Charges de formation	750 020 347,11	240 683 385,63	63 133 895,24	35 390 332,03	1 089 227 960,01	1 069 902 037,50
RESULTAT DE FORMATION	29 671 106,34	5 808 618,47	17 834 206,54	-1 284 315,83	52 029 615,52	34 955 780,29
Subventions fonctionnement	241 284,65				241 284,65	176 030,55
Autres produits	176 396,12	88 518,47	30 789,04		295 703,63	225 940,92
Total 3 - Produits de fonctionnement	417 680,77	88 518,47	30 789,04	0,00	536 988,28	401 971,47
Achat et autres charges ex.	17 397 009,03	2 328 409,42	809 881,42	3 018,40	20 538 318,27	17 663 435,29
Impôts et taxes	1 786 867,42	595 622,50	207 173,03		2 589 662,95	2 565 374,29
Salaires et appointements	11 156 307,87	4 058 107,63	1 411 515,70	1 018 015,00	17 643 946,20	17 672 076,74
Charges de sécurité sociale	4 833 030,10	1 612 986,23	560 778,26		7 006 794,59	6 724 293,90
Autres charges de personnel	1 653 029,46	549 039,75	187 975,54		2 390 044,75	2 290 533,56
Autres charges	97 509,69	25 170,16	8 754,84	800,00	132 234,69	7 043,02
Dotations aux amts. et provisions	1 395 264,86	465 088,19	161 769,81		2 022 122,86	2 117 217,70
Total 4 - Charges de fonctionnement	38 319 018,43	9 634 423,88	3 347 848,60	1 021 833,40	52 323 124,31	49 039 974,50
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	-37 901 337,66	-9 545 905,41	-3 317 059,56	-1 021 833,40	-51 786 136,03	-48 638 003,03
RESULTAT D'ACTIVITE	-8 230 231,32	-3 737 286,94	14 517 146,98	-2 306 149,23	243 479,49	-13 682 222,74
Revenus des placements	9 368 286,47	3 032 422,55	3 613 061,85	2 731 839,48	18 745 610,35	15 791 318,68
Produits de cession des VMP						
Autres produits financiers						
Total 5 - Produits financiers	9 368 286,47	3 032 422,55	3 613 061,85	2 731 839,48	18 745 610,35	15 791 318,68
Charges financières						7 416,40
Total 6 - Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 416,40
RESULTAT FINANCIER	9 368 286,47	3 032 422,55	3 613 061,85	2 731 839,48	18 745 610,35	15 783 902,28
RESULTAT COURANT	1 138 055,15	-704 864,39	18 130 208,83	425 690,25	18 989 089,84	2 101 679,54
Prod. except. de cessions d'elmts.						
Prod. except. reprise / prov.	34 758,00				34 758,00	
Prod. et tsfert. de charges excepts.	8 080,99	1 026,26	132,96		9 240,21	0,72
Total 7 - Produits exceptionnels	42 838,99	1 026,26	132,96	0,00	43 998,21	0,72
Valeur comptable des immo cédées	292,50				292,50	7 162,04
Provisions pour risques et charges						
Charges exceptionnelles diverses	22 859,50	6 756,97	2 333,72	669,45	32 619,64	166 077,63
Total 8 - Charges exceptionnelles	23 152,00	6 756,97	2 333,72	669,45	32 912,14	173 239,67
RESULTAT EXCEPTIONNEL	19 686,99	-5 730,71	-2 200,76	-669,45	11 086,07	-173 238,95
Impôts sur produits financiers	1 495 702,22	522 030,60	506 316,06	293 422,54	2 817 471,42	2 542 928,19
RESULTAT DE L'EXERCICE	-337 960,08	-1 232 625,70	17 621 692,01	131 598,26	16 182 704,49	-614 487,60